

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Arrêté de mise en demeure

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Sté INDUSTRIEL CREUSOT
56 rue Clémenceau – BP 19
71201 LE CREUSOT Cedex

N° 09-02334

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-2,

VU l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-5175 du 7 décembre 2000 autorisant la société INDUSTRIEL CREUSOT à exploiter une aciérie électrique et une fonderie sur les communes du Breuil, du Creusot et de Torcy,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 juin 2009,

VU la déclaration de la société INDUSTRIEL CREUSOT informant le préfet de Saône-et-Loire qu'elle a repris sur son site du Creusot deux citernes contenant des poussières d'aciérie contaminées par la radioactivité,

Considérant que la nature de ces poussières et leur contamination radioactive est actuellement incompatible avec leur réception dans un centre de stockage,

Considérant que la mise en oeuvre de mesures particulières permettant d'assurer leur élimination devrait être rendue possible dans un délai d'un an,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE**ARTICLE 1er :**

La Société INDUSTRIEL CREUSOT est mise en demeure, **dans un délai de douze mois**, de régulariser la situation administrative de son établissement (aciérie) situé 56 rue Clémenceau – 71200 LE CREUSOT en procédant à l'évacuation des citernes de poussières d'aciéries contaminées par du césium 137.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire du Creusot, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- Mme la sous-préfète d'Autun
- M. le maire du Creusot
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean Bertin – 21000 Dijon
- l'exploitant

Mâcon, le **- 5 JUIN 2009**

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON